

L'avis de l'expert

La fraude académique, effet des valeurs néolibérales

Selon des études récentes, le plagiat et la fabrication de données, des fautes graves dans l'univers de la science, peuvent être reliés à l'attachement marqué aux principes qui promeuvent la compétition à outrance et la réussite personnelle à tout prix

Le plagiat est une faute grave. L'Université de Neuchâtel a dû prendre la mesure de cette gravité et depuis plusieurs mois elle souffre du «dégât d'image», selon les termes de la rectrice, Martine Rahier, provoqué par le cas d'un professeur qui aurait copié une partie de son livre sans citer les sources des parties copiées (LT des 07 et 08.09.2013). Le cas de ce professeur n'est malheureusement pas isolé. Dans le dernier numéro de son magazine *Horizons*, le Fonds national suisse de la recherche scientifique publie un article qui dénonce un nombre préoccupant de cas de plagiat – et d'autres formes de comportement scientifique incorrect, comme la fabrication des données – dans la recherche scientifique. Pourquoi donc le plagiat est-il une faute grave?

Le plagiat pose deux problèmes, également importants. Le premier est celui de l'exemple: si des professeurs universitaires et des chercheurs censés travailler pour le progrès des connaissances s'adonnent à des pratiques discutables ou malhonnêtes, les étudiants pourraient en dé-

La promotion de soi – et les valeurs qui lui sont rattachées – est typique d'un capitalisme agressif, où la fin justifie tous les moyens

duire que ces comportements sont légitimes, ou en tout cas tolérés, et les reproduire au cours de leurs études. Le deuxième problème est celui des mesures à prendre dans les cas de plagiat et de fraude scientifique. Punir les fraudeurs permet de communiquer l'aversion de l'institution pour ces pratiques et d'exercer la loi, mais est-ce que la crainte de la punition est à même de réduire ce phénomène de société?

Commençons par la question de l'exemple. Si la proportion de chercheurs qui sont reconnus comme des tricheurs est relativement faible, la triche chez les étudiants atteint des proportions qui laissent pantois. Bien sûr, le nombre de cas d'étudiants attrapés en flagrant délit de triche est plutôt limité, mais quand on utilise des méthodes indirectes, comme demander aux étudiants s'ils ont triché en garantissant l'anonymat, ou demander s'ils ont observé des cas de triche, le portrait qui se dessine est tout autre. Par exemple, une étude datant d'il y a trois ans



Fabrizio Butera

Professeur,
Institut des
sciences
sociales, UNIL

réalisée sur un échantillon d'étudiants universitaires de 21 pays a montré que plus de 90% d'entre eux admettaient avoir observé des cas de triche. La question alors se pose des causes de ce phénomène et de son ampleur. L'exemple des professeurs? Ou de la société en général? Pour comprendre les facteurs de société qui peuvent amener à la triche, Caroline Pulfrey et moi-même avons lancé il y a quelques années un programme de recherche dont les résultats viennent de paraître dans *Psychological Science**

Quand on regarde les études récentes sur les comportements frauduleux dans le commerce et surtout la finance, on trouve plusieurs analystes qui pointent du doigt comme responsables les principes du capitalisme néolibéral, les principes qui promeuvent la compétition à outrance et la réussite personnelle à tout prix. Par contre, cette analyse manque totalement en ce qui concerne la triche académique; pourtant, l'école est un véhicule de transmission de valeurs et on peut imaginer que les valeurs capitalistes ambiantes influencent le comportement scolaire et académique. Dans l'une des études de notre recherche, nous avons mesuré l'adhésion d'une volée d'étudiants aux valeurs du capitalisme néolibéral. Depuis plusieurs années, la recherche en psychologie a en effet développé une échelle qui permet de savoir dans quelle mesure les personnes tiennent à la réussite personnelle et au pouvoir sur les autres, l'équivalent au niveau personnel des valeurs néolibérales; c'est une tendance que les psychologues appellent très à propos «promotion de soi». Ensuite, nous avons demandé à ces étudiants de réaliser une tâche qui consistait à résoudre six problèmes, dont trois impossibles; cela permettait de mesurer le niveau de triche de nos participants, en comptant combien de fois ils avaient «résolu» les problèmes insolubles et menti en déclarant qu'ils avaient réussi. Les résultats de cette étude ont montré que plus les étudiants sont imprégnés de valeurs de promotion de soi, plus ils trichent. Une autre étude de la même ligne de recherche a montré en outre que plus les étudiants sont orientés vers la promotion de soi, plus ils pensent que la triche n'est pas un problème et qu'elle peut être justifiée. Ce n'est pas une mince affaire, puisque des études passées ont montré que les comportements de triche pendant les études semblaient être liés plus tard à la triche sur le lieu de travail.

Si l'on revient à la question de l'exemple, on peut lire ces résultats en termes de lien entre la triche et des valeurs de compétition et de réus-

site qui sont largement véhiculés par les médias, le monde du travail et même l'université. En effet, depuis plusieurs années, les universités – avec quelques exceptions – sont rentrées dans la course aux meilleures positions dans les rankings internationaux, aux labels d'excellence et à la surproduction de publications. On peut alors se demander si, au vu des résultats de cette recherche, l'apparition de comportements frauduleux à l'université est de l'ordre de la déviance individuelle ou si elle participe d'une adéquation des comportements – que ce soit dans la recherche ou dans les études – à des valeurs qui soutiennent que la fin justifie les moyens.

Si le comportement épinglé est typique d'une culture de la compétition et de la réussite personnelle valorisée à outrance, quelle est la sanction la plus efficace?

Cette réflexion est importante parce qu'elle nous ramène à la deuxième question que pose la fraude académique: celle des mesures à prendre. Le professeur neuchâtelois pourrait être suspendu, si reconnu coupable, comme l'ont été avant lui l'énorme majorité des chercheurs reconnus coupables de plagiat, de fabrication de données, ou d'autres formes de fraude. Cependant, s'il s'avère que ces comportements sont liés à une culture de la compétition et de la réussite personnelle, on peut se demander si des mesures punitives peuvent avoir l'effet de décourager la triche. Comment craindre une éventuelle punition quand on voit autour de soi, tous les jours, les bénéfices d'un comportement sans scrupule?

Une autre étude dans l'article de Pulfrey et Butera essaie d'apporter une réponse à cette question, en faisant le raisonnement que, s'il est vrai que la triche est liée à une certaine culture, en l'occurrence la transmission des valeurs de promotion de soi, alors la transmission de valeurs opposées pourrait affaiblir ce lien. Nous avons demandé à une autre volée d'étudiants de répondre au même questionnaire de promotion de soi présenté plus haut, mais aussi de lire le texte d'un Prix Nobel de l'économie sur ce qu'est une «bonne économie»; le texte était fictif, mais les étudiants croyaient qu'il était vrai. Le texte

avait exactement la même forme pour tous les étudiants, mais la moitié d'entre eux lisait une version avec des termes typiques des valeurs de promotion de soi, comme accomplissement, pouvoir, ambition, influence, succès. L'autre moitié des étudiants lisait une version construite sur la base des valeurs de transcendance de soi, les valeurs opposées à la promotion de soi, avec des termes comme aider les autres, protéger l'environnement, honnêteté, loyauté, égalité, paix. Pour finir, nous leur demandions dans quelle mesure ils pensaient que la triche était un comportement justifié. Les résultats montrent deux profils différents pour les deux groupes d'étudiants. Chez ceux qui ont été exposés au discours «promotion de soi», on retrouve le lien décrit plus haut: plus les étudiants sont orientés vers la promotion de soi, plus ils pensent que la triche peut être justifiée. En revanche, ce lien est brisé chez les étudiants qui ont été exposés au discours «transcendance de soi». En d'autres termes, il est possible d'influencer le lien entre valeurs personnelles et représentations de la triche en communiquant des valeurs de société différentes, basées sur la solidarité et la coopération.

Finalement, est-ce que le plagiat est une faute grave? Les recherches menées avec Caroline Pulfrey montrent que, au-delà de la définition légale et de la réponse institutionnelle, la réponse que donnera un individu – étudiant, chercheur ou professeur – dépendra de son adhésion aux valeurs de promotion de soi, les valeurs auxquelles on est le plus exposé lorsqu'on vit dans une société capitaliste occidentale. Si l'adhésion est forte, alors le plagiat – ou toute autre forme de triche – ne sera pas considéré comme grave. Tout au plus un moyen nécessaire pour atteindre un but valorisé. Mais nos recherches ont aussi montré que cet ensemble de représentations peut être influencé et changé en communiquant des valeurs plus humanistes, basées sur la confiance, le respect et la coopération. La bonne nouvelle est que les institutions d'éducation et de formation, comme les écoles et les universités, ont le pouvoir et la légitimité pour transmettre des valeurs. Et la faculté de décider quelles valeurs transmettre.

* Pour lire l'article original:
<http://pss.sagepub.com/content/early/2013/09/19/0956797613487221.full.pdf+html>